



**Service des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure**

Arrêté n° 2022-223-2 du 11 août 2022

Objet : Interdiction temporaire de manifestations sportives en espace naturel et de feux d'artifices en raison du risque élevé d'incendie et de la vigilance jaune canicule

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2214-4, L 2215-1 à L 2212-2 et L 2212-4 et L 2215-1 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L 131-4 et suivants ;
- VU** le code forestier et notamment ses articles L 131-1 et suivants ;
- VU** le code du sport, notamment l'article L.331-2 ;
- VU** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- VU** le décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements notamment son article 45 ;
- VU** le décret du président de la République en date du 29 juillet 2020 nommant Madame Valérie MICHEL-MOREAUX préfète de l'Aveyron ;
- VU** le décret en date du 6 mai 2021 nommant Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2021 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, sous-préfète de l'arrondissement de RODEZ, secrétaire générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

VU l'arrêté préfectoral de la direction départementale des territoires du 7 janvier 2021 relatif à la réglementation sur les feux de plain air ;

VU l'arrêté du 22 juillet 2021 portant approbation de la disposition spécifique ORSEC « gestion des vagues de chaleur » dans le département de l'Aveyron ;

VU le Plan Départemental de protection des Forêts Contre les Incendies de l'Aveyron (2017-2026) ;

CONSIDÉRANT le classement par Météo France du département de l'Aveyron en vigilance jaune "canicule", le 10 août 2022 à 16 h 00 ;

CONSIDÉRANT les risques d'incendie induits par cet épisode de canicule, notamment en espace naturel ;

CONSIDÉRANT le classement du département de l'Aveyron au niveau sévère voir très sévère localement pour le risque d'incendie des végétaux ;

CONSIDÉRANT que le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) - primo intervenant dans le secours à la personne - a été fortement sollicité ces derniers jours par les départs de feux dont un très important, qui a débuté le 8 août 2022 à proximité de la commune de MOSTUEJOULS ; que leurs moyens à la fois humains et matériels sont encore déployés sur le terrain ; que leurs effectifs sont donc susceptibles d'être sollicités pour les mêmes raisons et qu'il est donc nécessaire de les préserver de toute autre intervention massive ;

CONSIDÉRANT que le représentant de l'État dans le département est responsable de la sécurité des biens et des personnes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

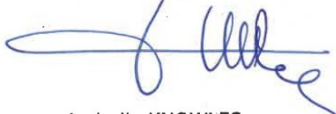
- A R R Ê T E -

Article 1 : La tenue de toute manifestation sportive se déroulant en espace naturel, est interdite à compter du vendredi 12 août 08h00 jusqu'au mardi 16 août 2022 à 08h00.

Article 2 : Tous les spectacles pyrotechniques et les feux d'artifices sont interdits en Aveyron du vendredi 12 août 2022 08h00 jusqu'au mardi 16 août 2022 à 08h00.

- Article 3** : Les activités suivantes à l'intérieur des bois et forêts et dans les zones situées à moins de 200 mètres des terrains boisés sont interdites :
- utiliser du feu ;
 - fumer ;
 - jeter tout débris incandescent ;
 - procéder à l'incinération et brûlages dirigés ;
 - pratiquer le camping isolé et le bivouac ;
 - pratiquer le ball-trap ;
 - faire des feux de loisirs publics ou privés ;
 - installer des barbecues et méchouis, à l'exception de ceux prévus dans les installations fixes constituant une dépendance d'habitation ou d'un aménagement de camping, sous réserve que les cheminées soient équipées de dispositifs pare étincelles et qu'un moyen d'extinction adapté soit à la disposition de l'utilisateur.
- Article 4** : L'utilisation de tout dispositif de type ballon à air chaud fonctionnant sur le principe de l'aérostas, non dirigé et comprenant une source de chaleur active telle qu'une bougie, est interdite sur l'ensemble du département.
- Article 5** : Toute infraction au présent arrêté sera constatée par des procès-verbaux et susceptible de faire l'objet de poursuites pénales conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 6** : La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous¹.
- Article 7** : L'arrêté n° 2022-223 du 11 août 2022 est abrogé par le présent arrêté.
- Article 8** : La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, les sous-préfets de Millau et de Villefranche-de-Rouergue, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Aveyron, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aveyron, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, le directeur départemental des territoires, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports et les maires du département de l'Aveyron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aveyron et sur les réseaux sociaux,
 - transmis au Procureur de la République.

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES

⁽¹⁾ Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à
Madame la préfète de l'Aveyron
Direction des services du cabinet
Service des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure
CS 73114
12031 RODEZ CEDEX 9

- **un recours hiérarchique**, adressé à
Monsieur le ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

- **un recours contentieux**, adressé au
Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).